



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 23 – 18 février 2022

Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Contaminations						
Nombre de contaminations	21 877 555	2 414 463	2 355 349	1 068 683	592 765	85 980
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	32 440	23 262	40 331	19 822	10 710	23 320
Nouvelles contaminations en 15 jours	2 004 566	154 807	551 009	241 102	85 025	13 844
Nouvelles contaminations en 15 jours pour 100 000 hab.	2 972	1 491	9 435	4 472	1 536	3 755
Décès						
Nombre de décès	135 579	16 681	3 672	1 548	2 242	54
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	201	161	63	29	41	15
Nouveaux décès en 15 jours	3 991	581	-139	82	201	7
Nouveaux décès en 15 jours pour 100 000 hab.	5,9	5,6	-2,4	1,5	3,6	1,9
Vaccination						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	80%	75%	83%	80%	81%	84%
Part de la population totale ayant reçu au moins 2 doses de vaccin	78%	73%	81%	74%	76%	77%
Part de la population totale ayant reçu une 3^{ème} dose	55%	46%	62%	53%	49%	54%

Chiffres du 16 février 2022 – Sources : Agences nationales de Santé.

Danemark

Signature d'une nouvelle convention fiscale entre la France et le Danemark.

Le document a été signé vendredi 4 février 2022 par Bruno Le Maire, ministre français de l'Économie, des Finances et de la Relance, et Nicolai Wammen, ministre danois des Finances, à l'occasion de la visite de ce dernier à Paris. Attendue depuis 13 ans, cette nouvelle convention fiscale constitue une avancée importante dans la relation bilatérale et contribue à renforcer les liens économiques et financiers unissant les deux pays. Elle offrira notamment un cadre conventionnel bilatéral à l'élimination des doubles impositions, y compris en matière de pensions, tout en permettant de prévenir les abus, l'évasion et la fraude fiscale, conformément aux standards internationaux les plus récents, auxquels la France et le Danemark attachent une importance particulière. Le texte entrera en vigueur après sa ratification par les parlements nationaux.

1,25 Md DKK (168 M€) pour faire face à l'envolée des factures de chauffage.

Le gouvernement a présenté vendredi 11 février, avec le soutien d'une majorité transpartisane (Liste unitaire, Parti socialiste populaire, Parti radical, Chrétiens-démocrates, Verts indépendants et Alternative), un accord prévoyant le versement automatique d'un chèque défiscalisé de 3 750 DKK (503€) aux 320 000 foyers danois disposant d'un revenu annuel inférieur à 550 000 DKK (73 723€), particulièrement touchés par la hausse récente des tarifs du gaz naturel et de l'électricité. Les partis d'opposition composant le Bloc bleu ont fait le choix de se retirer des négociations, dénonçant un dédommagement trop faible et des critères d'éligibilité trop restrictifs. Le plan adopté inclut en outre une enveloppe de 250 M DKK (33,5 M€) destinée à accélérer l'élimination des chaudières à gaz – que le ministre du Climat et de l'Énergie Dan Jørgensen souhaite faire interdire au plus vite – et à favoriser leur remplacement progressif par un chauffage urbain vert.

Danske Bank dans la tourmente. Les difficultés continuent de s'accumuler pour la

principale banque commerciale danoise, dont l'image publique a enregistré le score le plus bas depuis 2017 (enquête Voxmeter). Après avoir licencié 60 salariés en janvier dans le cadre d'un réalignement organisationnel, l'établissement a fait savoir que le président du conseil d'administration Karsten Dybvad ne se représenterait pas lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Nommé fin 2018 pour restaurer la réputation de Danske Bank, entachée par des affaires de blanchiment d'argent, Karsten Dybvad avait connu malgré la mise en place de mesures correctives un mandat mouvementé, notamment marqué par la démission du DG Chris Vogelzang, l'affaire du « Flexinvest Fri » – une amende de 9 M DKK (1,2 M€) pour fourniture d'informations trompeuses à 10 000 clients –, ou encore la polémique liée au recouvrement illégal de créances auprès de clients vulnérables. Il devrait être remplacé le 17 mars prochain par Martin Blessing, membre du CA de Danske Bank depuis 2020 et ancien PDG de la Commerzbank allemande, elle-même actuellement sous enquête pour des pratiques de fraude fiscale sur les dividendes.

« Green Fuels for Denmark » accélère sur la production de carburéacteur vert.

Lancé en mai 2020 sous l'égide du leader de l'éolien Ørsted, le partenariat entre les géants danois du secteur des transports SAS, Copenhagen Airports, AP Møller-Mærsk, DFDS et DSV a décidé d'avancer une partie du projet de construction d'une usine de production de carburants durables à Avedøre Holme. Situé au sud de la capitale, à proximité de la centrale d'Avedøre, le site devrait offrir une capacité d'électrolyse de 100 MW dès 2025, lui permettant de produire plus de 50 000 tonnes de carburant vert, principalement sous la forme d'e-méthanol, avant d'atteindre progressivement sa taille finale de 1 300 MW à horizon 2030. Conséquence de ce nouveau calendrier, la totalité de la consommation danoise de carburéacteur pour les vols intérieurs pourrait être couverte par des carburants verts d'ici 2027, soit trois ans avant l'objectif fixé par la Première

ministre Mette Frederiksen à l'occasion de son discours du Nouvel An.

TotalEnergies et DTU créent un centre d'excellence pour l'énergie propre sur le site de Risø. La collaboration entre la compagnie française et l'université danoise, mondialement reconnue pour ses recherches dans le domaine de l'énergie durable, « se concentrera sur les nouvelles technologies de l'éolien et des systèmes hybrides, décisives pour la transition vers une production neutre sur le plan climatique », a

précisé Anders Bjarklev, président de DTU. Le partenariat devrait notamment se traduire par la création d'une unité de recherche doctorante axée sur les centrales électriques hybrides et l'hydrogène, la structuration de programmes d'échanges de personnel ainsi que de nouveaux investissements verts sur le territoire danois. « Ce centre est un pas de plus vers notre ambition d'atteindre l'objectif "Net Zero" d'ici 2050 en collaboration avec la société », a déclaré Marie-Noëlle Semeria, directrice de la technologie chez TotalEnergies.

Finlande

Nokia enregistre des bons résultats en 2021. L'opérateur historique finlandais, qui s'est réorienté dans la fabrication d'équipements de réseau, a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires net de 22,2 Mds€ et un bénéfice d'exploitation de 2,8 Mds€. Ces bons résultats, qui étaient attendus par les analystes, n'ont pas eu d'impact significatif sur le cours de l'action de Nokia. Malgré les perturbations sur les chaînes de valeurs mondiales, et notamment les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs, le groupe espère accroître sa rentabilité, et vise une marge opérationnelle à long terme – marge qui mesure la rentabilité sur 3 à 5 ans – d'au moins 14%. En 2021, elle était de 12,5%. Cette année, la société estime que la marge bénéficiaire d'exploitation se situera dans une fourchette de 11 à 13,5.

La Finlande compte plus de femmes à des postes de dirigeant que la moyenne des pays de l'OCDE. Selon une étude de l'Institut de recherche économique EVA, la part des femmes aux postes de direction en Finlande s'élevait à 37,5 % en 2020, contre 36,8 % en 2019 et 31,4 % en 2017. L'étude indique qu'il y a en moyenne plus de femmes à ces postes en Finlande que dans les pays de l'OCDE. En Suède, leur part dépasse les 40 %.

Les salaires ont augmenté de plus de 5%, en glissement annuel, au 4^{ème}

trimestre 2021. Le niveau des salaires en Finlande a été relevé de 5,2% sur la période octobre-décembre 2021 par rapport à la même période en 2020. Cette hausse concerne l'ensemble des secteurs économiques, bien qu'elle soit davantage marquée pour l'industrie des services (hausse de 7,9%), le secteur éducatif privé (5,4%) et le secteur privé de la santé et du social (5,3%). De manière générale, les salaires ont connu une plus forte hausse dans le privé (6%) que dans le public (3,5%). En comparaison, la variation en glissement annuel des prix à la consommation était de 3,5% en décembre 2021.

Accord gouvernemental sur un paquet de mesures pour l'emploi. Le gouvernement a trouvé un accord sur un ensemble de mesures visant à soutenir l'emploi, dont l'entrée en vigueur est prévue pour début 2023. Le paquet contient notamment une réforme de l'assurance chômage, visant à lier le montant de l'indemnité aux revenus précédant la période de chômage et non plus au nombre d'heures travaillées afin d'encourager la recherche active de travail. Le paquet contient, en outre, une mesure de soutien aux étudiants qui travaillent en parallèle de leurs études, en rehaussant de 50% le plafond de revenus à partir duquel ces étudiants-travailleurs ne peuvent plus bénéficier d'allocations étudiantes. De plus, les étudiants ayant déjà travaillé, et dont les compétences sont de fait jugées suffisantes pour trouver un travail, verront

les conditions d'obtention d'indemnités chômage se durcir. Avec ce paquet, qui contient une série d'autres mesures, le gouvernement espère augmenter de plus de 5 000 le nombre d'emplois d'ici la fin de la décennie et réaliser 120 M€ d'économies.

Près de 550 M€ de fonds européens alloués aux services déconcentrés at aux conseils régionaux. Dans le cadre de la politique de cohésion de l'Union européenne, le gouvernement finlandais reverse, cette année, 547M€ issus du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE) aux Centres ELY (agences

d'Etat en charge du développement régional), à l'Agence alimentaire finlandaise et aux Conseils régionaux. Ces trois autorités administratives pourront utiliser ces fonds, en 2022, pour financer les programmes opérationnels du plan 'Innovation and Skills in Finland 2021-2027', approuvés par la Commission européenne et les programmes Interreg 2021-2027 de coopération entre régions intra-UE. Une partie de ces fonds (environ 27 M€) sera, en outre, allouée au financement des programmes non-achevés du précédent plan de développement ('Sustainable growth and jobs 2014-2020') et de coopération transfrontalière (CTF-IEV) 2014-2020 de Carélie (avec la région frontalière russe du même nom).

Islande

Forte inflation pour le mois de février 2022. Le département de recherche d'Íslandsbanki prévoit un taux d'inflation de 5,9% sur le mois de février 2022, soit une hausse de 0,2 points par rapport à janvier. Il anticipe également une hausse légère dans les prochains mois, avant une détente.

La Banque centrale relève ses taux directeurs. Le 9 février dernier, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a décidé de relever le taux d'intérêt de la Banque de 0,75%. Le taux directeur de la Banque sera donc de 2,75 %.

Pression de la demande et hausse des prix: l'aluminium islandais en surchauffe. La hausse des prix de l'aluminium aurait augmenté les revenus des fonderies islandaises de plus de 70 Mds ISK l'an dernier. Páll Ólafsson, directeur du développement commercial chez Norðurál, a expliqué que la crise énergétique en Chine et en Europe a réduit la production d'aluminium.

Feu vert pour la poursuite de la vente d'Íslandsbanki. Le ministère des Finances et

des Affaires économiques a annoncé son accord concernant la vente de parts supplémentaires de l'Etat dans la banque islandaise, déjà privatisée à hauteur de 35% en juin 2021. La privatisation par tranches serait achevée avant fin 2023.

Vers une plus ample taxation des dividendes des grandes entreprises ?

Lilja Alfreðsdóttir, ministre et vice-présidente du Parti du Progrès, a déclaré à la radio Sprengisandur vouloir imposer les forts dividendes, notamment dans l'industrie de la pêche et dans le secteur bancaire.

Landsvirkjun et Icelandair en route pour la transition énergétique dans le secteur aéronautique.

La compagnie nationale de l'énergie et Icelandair ont conclu un accord pour une collaboration de deux ans dans le développement de solutions de transition énergétique. Ensemble, elles évalueront la situation actuelle et mettront sur pied des projets relatifs à la flotte d'Icelandair, pour des solutions telles que l'utilisation de carburants durables, d'hydrogène vert ou d'électricité comme solutions énergétiques dans l'aviation en Islande. Le deuxième objectif est de créer un forum de coopération pour les acteurs du secteur. Le troisième objectif sera consacré à l'éducation du

public et des parties prenantes sur l'importance de cette transition dans l'aviation et sur les mesures à prendre.

Norvège

Levée de toutes les restrictions sanitaires en Norvège. Samedi 12 février, le gouvernement a annoncé la levée des dernières restrictions sanitaires en vigueur (port du masque, distance d'un mètre entre les individus, jauges, enregistrement des voyageurs, obligation de test négatif pour les voyageurs non vaccinés). Les adultes devront néanmoins toujours se faire tester en cas de symptômes, mais ne seront plus tenus d'observer une période d'isolement en cas de réponse positive. Le régime de tests reste en vigueur pour les voyageurs arrivant au Svalbard.

Jens Stoltenberg nommé gouverneur de la Banque centrale norvégienne.

Le Secrétaire général sortant de l'OTAN Jens Stoltenberg a été nommé, le 4 février, futur gouverneur de la Banque de Norvège en conseil des ministres. Il prendra ses fonctions à l'automne, le 31 décembre 2022 au plus tard, pour une période de six ans. L'actuel gouverneur sortant quittant ses fonctions le 1er mars, l'intérim sera assuré par Ida Wolden Bache, actuelle numéro deux de la banque centrale, et qui aspirait à en prendre la tête. Les conservateurs, les libéraux et les socialistes de gauche ont exprimé des inquiétudes quant à l'indépendance de la Banque de Norvège, tandis que le Parti du progrès a dénoncé la culture de l'entre soi au sein du Parti travailliste.

L'influence des marchés internationaux sur les prix de l'électricité en Norvège à l'étude.

Le 14 février, le ministère du Pétrole et de l'Énergie a nommé une commission chargée d'étudier l'influence des marchés internationaux sur les prix en Norvège. Cette commission travaillera également sur les nouveaux besoins des consommateurs et de l'industrie, ainsi que sur la

sécurité d'approvisionnement. Elle remettra ses conclusions à l'exécutif le 15 décembre.

Résultat record pour Equinor et planification de l'après pétrole.

Pour le second trimestre consécutif, Equinor a enregistré un résultat historique de 132 Mds NOK (13,2 Mds€) au 4e trimestre 2021. L'an dernier, le groupe a augmenté sa production de 3,2% (en moyenne 2,518 millions de barils de pétrole extraits par jour), bénéficiant des cours élevés des hydrocarbures. Equinor prévoit d'investir 50 Mds\$ d'ici 2030 dans des solutions bas carbone : le groupe participe à 14 projets CCS (capture et stockage de CO2) en Europe, dont quatre en Norvège et sept au Royaume-Uni. Pour réaliser ses objectifs en matière d'hydrogène et de CCS d'ici 2035, le groupe a indiqué avoir besoin de précisions rapides sur les aides d'Etat, les conditions cadre, ainsi que des annonces d'investissements dans la construction d'une usine d'hydrogène et des contrats de vente de cette production. L'hydrogène pourrait être exporté en étant mélangé à du gaz, via des gazoducs reliant la Norvège à plusieurs Etats européens, dont la France.

Des inquiétudes liées au réchauffement climatique émanant du secteur de la pêche.

L'institut de recherche maritime norvégien craint que, en raison du réchauffement climatique et de la hausse des températures des océans, les cabillauds ne quittent plus les eaux arctiques russes pour venir se reproduire au large de la Norvège. Le cabillaud rapporte environ 1 Md NOK (100 M€) par hiver dans l'archipel des Lofoten, tandis que la pêche représente des revenus annuels de 22,7 Mds NOK (2,27 Mds€) pour le Royaume.

Suède

Légère baisse du rythme l'inflation en janvier 2022. Le rythme de l'inflation est en légère baisse et passe de 4,1% en décembre 2021 à 3,9% en janvier 2022 (bureau central des statistiques suédois) en glissement annuel, sous l'effet principalement de la baisse des prix de l'électricité en janvier, après plusieurs mois de forte hausse.

Dépréciation de la couronne et maintien du taux directeur de la Banque centrale de Suède. Les marchés financiers anticipent deux relèvements du taux directeur (Repo, actuellement à 0%) par la Banque centrale en 2022 pour faire face à la poussée inflationniste. Cependant, le 17 février, le gouverneur a annoncé un maintien de ce taux directeur, avec un relèvement seulement prévu au second semestre 2024. Cette vue attentiste, en discordance avec la FED et la BCE, explique en grande partie la dépréciation de la monnaie locale (SEK) qui a perdu 3,1% de sa valeur contre l'Euro depuis le début de l'année et 5,4% en un an (et plus de 20% en 10 ans).

L'excédent du commerce extérieur réduit de moitié en 2021. Les exportations suédoises (biens) ont atteint 1 630 Mds SEK (160 Mds€) en 2021, ce qui constitue une progression de 14% par rapport à 2020. Dans le même temps, les importations ont affiché une hausse de 16% pour atteindre 1 600 Mds SEK (158 Mds€), ce qui limite le solde à 25,1 Mds, soit moins de 2,5Mds€ contre 5Mds€ en 2020.

Les introductions en bourse (IPO) ont atteint un niveau record en 2021. En 2021, le nombre d'introductions en Bourse a bondi de près de 240% par rapport à 2020. Ainsi, au total 27 entreprises ont levé près de 8 Mds€ sur les principales listes de la bourse Nasdaq-OMX Stockholm, contre 8 en 2020 et 1,3 Md€ de fonds

levés. Ce niveau record ne comprend pas les dizaines d'IPO sur le second marché qui lui aussi a connu une activité particulièrement soutenue.

Klarna valorisée à près de 60 Mds USD. La Fintech suédoise semble vouloir reporter son introduction en bourse, attendue pour cette année, mais prépare, entre temps, une nouvelle levée de fonds pour financer son expansion internationale, notamment aux US qui s'avère onéreuse. Selon Reuters, la nouvelle émission valorise cette « decacorn » à un montant compris entre 50 et 60 Mds\$, soit plus que la capitalisation de la première banque de la zone, Nordea.

Imaweb reprend FordonsData Nordic AB. Le français Imaweb, spécialisé dans l'édition de logiciels pour la distribution automobile avec une présence dans 21 pays européens (600 collaborateurs), vient d'annoncer l'acquisition de la société suédoise FordonsData Nordic AB. Cette dernière, créée déjà en 1991 et basée à Lund dans le sud du pays, est l'un des principaux fournisseurs de solutions logicielles pour la distribution automobile en zone nordique. FordonsData compte plus de 120 employés et réalise un chiffre d'affaires de plus de 15 M€ en Suède.

Hausse du prix des intrants: le gouvernement introduit un paquet d'aides de 100 M€. Afin de permettre aux exploitants agricoles de faire face à la hausse des prix des intrants liée à la crise énergétique, le gouvernement a annoncé un paquet d'aides de 100 M€, le 14 février. Les éleveurs (porcs, volailles), ainsi que les producteurs en serre sont les plus affectés par la crise et percevront 30 M€ (aides sectorielles dans le cadre du budget de printemps). Le rabais de taxes énergétiques sur le diesel agricole, sylvicole et piscicole sera augmenté de 0,19 €/litre, ce qui représentera une dépense fiscale pour l'État de 70 M€ en 2022. Le nouveau rabais sera

maintenu pour un an, après son introduction au 1er juillet 2022. Selon le ministre des Finances Mikael Damberg, il s'agit « d'une mesure temporaire dans une situation exceptionnellement difficile pour aider une industrie qui a été très durement affectée par les hausses de prix de plusieurs intrants ».

Sylviculture : la tempête Malik cause des dégâts majeurs dans le sud du pays.

La tempête Malik qui a frappé la Scanie fin janvier s'est traduite par plus de 2,2 millions de m³ de chablis dans la région du Götaland dont 1,2 million dans les forêts détenues par la coopérative forestière Södra. La valeur du bois endommagé est supérieure à 100 M€. L'Agence nationale des Forêt Skogsstyrelsen a demandé aux propriétaires forestiers de récupérer rapidement les épicéas endommagés avant l'été afin d'éviter des reproductions massives d'insectes ravageurs (bostryches typographes) dans le bois mort et de lutter ainsi contre le scolyte de l'épicéa commun.

Le gouvernement social-démocrate vient de présenter sa nouvelle « stratégie nationale pour l'électrification »

dans laquelle il mise sur l'éolien pour faire face au doublement de la consommation électrique nationale prévu d'ici 20 ans et pour maintenir des prix bas de l'électricité. L'hydrogène « vert » et les flexibilités offertes par le réseau de chaleur urbain sont des innovations retenues pour renforcer le système électrique. Contrairement au gouvernement, l'opposition de droite considère que des nouveaux réacteurs nucléaires sont indispensables face à la vague d'électrification (transport, industrie) et pour assurer la compétitivité future. La « stratégie nationale pour un approvisionnement électrique sûr, bas-carbone et concurrentiel » s'articule autour d'une douzaine d'axes clés (67 mesures)

dont i) le raccourcissement des délais administratifs pour l'extension du réseau électrique et pour la création d'actifs de production, ii) le stockage, iii) la flexibilité du réseau, iv) l'efficacité énergétique, v) l'amélioration du marché nordique de l'électricité et iv) le développement de compétences. La stratégie a été globalement bien accueillie par les énergéticiens et les grands acteurs industriels qui ont tous été très mobilisés pour sa préparation depuis deux ans. L'objectif principal de maintenir un prix du kWh concurrentiel en Suède, en prévoyant au mieux les besoins futurs de l'industrie, a été salué.

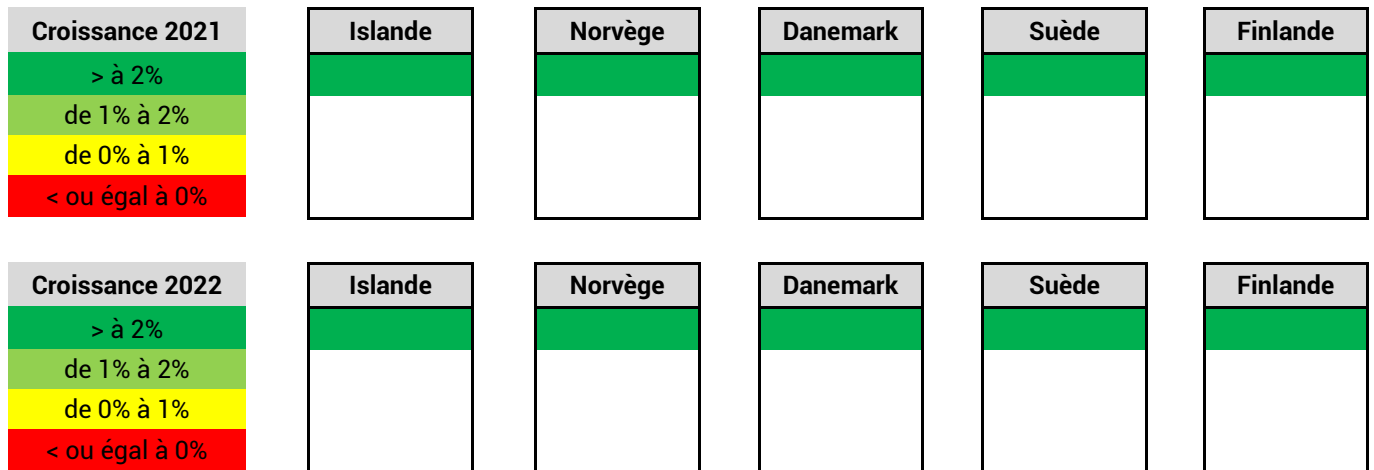
Le gouvernement demande un rapport sur le développement de l'aéroport d'Arlanda

à Stockholm, dans la perspective d'une fermeture de l'aéroport de Bromma. Il devrait s'intéresser à la question du déplacement des vols intérieurs d'un aéroport à l'autre, et prendre en compte les contraintes environnementales d'un éventuel réaménagement de l'aéroport d'Arlanda. Les résultats de l'étude seront rendus au plus tard à la mi-juin 2022.

Endettement des ménages.

Selon les dernières statistiques de l'agence nationale de statistique suédoise (SCB), l'endettement des ménages atteint un niveau record à la fin de l'année 2021 avec une hausse de l'encours de 89 Mds SEK (8,9 Mds€) au quatrième trimestre 2021. Le superviseur suédois des marchés financiers met en garde contre un risque de surchauffe et appelle de ses vœux une action de la Riksbank (banque centrale) afin de contenir cette dynamique. Selon son porte-parole : « si nous pouvions passer à une phase où les taux d'intérêt augmentent sensiblement, cela serait plus prudent pour garantir la stabilité financière du pays ».

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,9	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

Sources :

* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statice (09/2021)

** Prévisions d'automne (novembre 2021)

*** World Economic Outlook (octobre 2021)

**** Perspectives économiques (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-0,2	1,0	-5,2	-3,3	-2,9	-	-0,8	-0,1	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	37,4	34,1	71,4	72,5	-	-	36,3	32,9	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

** *World Economic Outlook* (octobre 2021)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

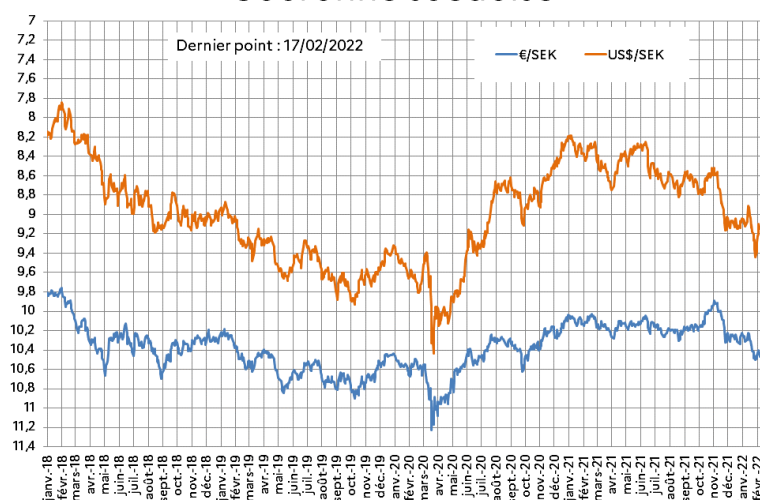
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

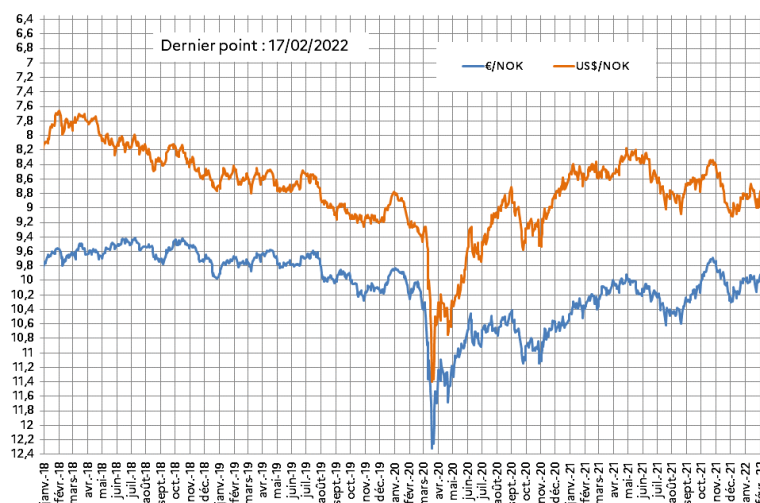
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, N. Chaumont), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).

Pour s'abonner : masami.marbot@dgtresor.gouv.fr